

- 19 juillet 2018
- La Tribune
- TOMMY BROCHU tbrochu@latribune.qc.ca

Enfin, réagissent les organismes

SHERBROOKE — Malgré qu'ils se réjouissent de la contribution du gouvernement du Québec, les intervenants du milieu de l'environnement et de la protection des lacs pensent qu'il était temps que Québec s'implique dans la lutte contre les plantes exotiques envahissantes. « On est contents que le gouvernement mette enfin des ressources dans les espèces exotiques envahissantes, soutient la directrice générale de Memphrémagog Conservation, Ariane Orjikh. Ça faisait longtemps qu'on voulait que le gouvernement investisse. Selon moi, c'est un bon départ. Il y a beaucoup de choses à apprendre. La technique pour le contrôle n'est pas parfaite. C'est difficile d'évaluer combien ça va coûter. On est mieux de commencer avec de l'évaluation de connaissance », indique-t-elle, faisant référence au 1,75 M\$ servant à l'acquisition de connaissances sur ces plantes.

« Ça fait longtemps qu'on souhaite un plan provincial pour lutter contre ces espèces, poursuit-elle. Si l'on avait commencé ça bien avant, on aurait pu contrôler plus facilement. »

De son côté, la directrice générale du Conseil régional de l'environnement de l'Estrie, Jacinthe Caron, avoue que les organismes demandent de l'aide depuis un bon bout de temps. « On est à la recherche de financement, donc on est très heureux de cette annonce. On espère qu'il y en aura pour tout le monde. Il va falloir voir à quelle vitesse s'écoule cet argent. Ce ne sont pas des demandes à coup de 10 000 \$, ce sont des demandes de 100 000 \$ par lac. J'espère que, si l'argent s'écoule plus vite que prévu, ils vont considérer de réinjecter, car ça voudra dire qu'il y a des besoins plus grands qu'estimés », commente-t-elle.

« On n'a pas senti que le gouvernement avait des priorités établies, continue-t-elle. Les problèmes sont différents d'une espèce à l'autre et d'une région à l'autre. En même temps, je suis certaine qu'ils peuvent dégager des priorités. »

De plus, selon Mme Caron, tout le monde en sortirait gagnant si les demandes étaient traitées plus rapidement. « L'argent, c'est une chose, mais c'est compliqué d'avoir des certificats à temps. Parfois, les travaux commencent trop tard, car nous sommes pris dans des détails bureaucratiques. Il faut faire confiance aux organismes et éviter que chaque petite association ait à faire toutes les démarches. C'est difficile de se retourner de bord lorsqu'on obtient notre permis en septembre et qu'on doit effectuer les travaux avant la fin de la saison », résume-t-elle.